

Le sommet entre le Venezuela et la Colombie: chapeau pour l'Unasur et la Celac



Lors d'un dialogue franc, dans le cadre d'une rencontre tête à tête, comme il doit se faire dans notre région, les présidents du Venezuela, Nicolás Maduro, et de la Colombie, Juan Manuel Santos, sont parvenus à des décisions ponctuelles qui devraient conduire à la normalisation de la situation dans la frontière commune et permettre aux deux pays de combattre le narcotrafic, la contrebande et le paramilitarisme.

Les deux dirigeants ont décidé du retour de leurs ambassadeurs respectifs dans leurs ambassades, d'ouvrir une enquête binationale à la frontière commune, de convoquer une réunion ministérielle ce mercredi pour discuter des thèmes liés au différend et pour avancer vers la normalisation progressive de la situation à la frontière.

Rappelons que le gouvernement vénézuélien avait pris, début septembre, la décision souveraine de fermer certains passages frontaliers tout d'abord dans l'État du Tachira, puis dans celui de Zulia, dans le but d'empêcher le trafic massif d'aliments, de combustibles et d'autres biens à des prix subventionnés vers ce pays voisin.

L'opération avait aussi pour but de mettre un frein aux agissements des bandes paramilitaires basées en territoire colombien mais qui ont étendu leurs abus au delà de la frontière, jusqu'aux villages vénézuéliens.

La mesure, qui a été accueillie avec satisfaction par la grande majorité des habitants de la Patrie de Bolívar, et qui a été appuyée par l'Assemblée Nationale, a cependant éveillé le mécontentement au sein des autorités colombiennes, qui ont commencé à faire des déclarations de plus en plus offensives. Une crise s'est alors créée. Les mécanismes d'intégration régionale, comme la Communauté des États Latino-américains et caribéens, CELAC et l'Union des Nations Sud-américaines, Unasur, ont joué un rôle de premier plan dans la recherche d'une solution négociée au différend. Ces deux organisations ont fait preuve de leur leadership et de leur pouvoir de convocation.

L'appel qu'elles ont lancé en faveur du dialogue, s'inscrit dans la droite ligne de la Déclaration de La Havane, de janvier 2014. À cette date, la Celac a proclamé l'Amérique Latine et les Caraïbes zone de paix où les conflits doivent être résolus par la voie du dialogue.

Les présidents pro tempore de la Celac et de l'Unasur, Rafael Correa, de l'Équateur et Tabaré Vázquez, de l'Uruguay, respectivement, ont participé aux côtés de leurs homologues Santos et Maduro à la négociation et donneront un suivi au processus en cours.

La région doit saluer les résultats de cette rencontre, venue prouver qu'il ne faut pas faire usage ou menacer de faire usage de la force pour résoudre des problèmes surgis entre des pays frères.

Ce résultat est une preuve des nouveaux temps, mais aussi un avertissement à certains secteurs et milieux, internes et étrangers, qui voient d'un mauvais œil que les peuples latino-américains créent par eux-mêmes, des mécanismes pour avancer vers leur développement harmonieux et qui déterrent à jamais des outils obsolètes comme la discréditée OEA, l'Organisation des États Américains, devenue ministère des colonies des États-Unis.

Étant donné que l'efficacité de la voie utilisée a été prouvée, celle-ci devrait être à jamais celle pour affronter les différends entre nos pays, laissant derrière d'autres, résultant d'un passé d'opprobre, lorsque la destinée de nos peuples latino-américains et caribéens était décidée en une langue autre que l'Espagnol et en dehors de notre région.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/69970-le-sommet-entre-le-venezuela-et-la-colombie-chapeau-pour-lunasur-et-la-celac>



Radio Habana Cuba